

Analyse du Programme de Sophia Chikirou pour Paris 2026

Analyse du Programme de Sophia Chikirou (LFI) pour Paris 2026

Le Nouveau Paris Populaire

Résumé Exécutif

Note globale : 7,2/10

3 forces principales

1. **Vision systémique et cohérente** : Le programme articule de manière cohérente les enjeux sociaux, écologiques et démocratiques autour d'un projet de "révolution citoyenne" à l'échelle municipale. Chaque mesure s'inscrit dans une logique d'ensemble.
2. **Ambition sociale remarquable** : Les propositions en matière de logement (80 000 logements remis sur le marché, gel des loyers sociaux), de santé (centres de santé par arrondissement) et de lutte contre la pauvreté (zéro sans-abri) constituent un projet social d'ampleur inédite.
3. **Démocratie participative approfondie** : Le programme propose une refonte complète de la gouvernance locale avec des Maisons de quartier cogérées, un référendum d'initiative citoyenne à 100 000 signatures, et un budget participatif porté à 15% des investissements.

3 faiblesses principales

1. **Financement insuffisamment détaillé** : Malgré des propositions de recettes nouvelles, l'équilibre budgétaire global reste flou face à l'ampleur des dépenses prévues (milliers de recrutements, investissements massifs).
2. **Faisabilité juridique incertaine** : De nombreuses mesures dépendent de compétences non municipales (encadrement des loyers commerciaux, gratuité des transports) ou nécessitent des changements législatifs nationaux.
3. **Calendrier de mise en œuvre irréaliste** : L'accumulation de réformes structurelles majeures sur 6 ans (remunicipalisation complète, 100 000 logements sociaux, rénovation de tous les équipements) semble difficilement réalisable.

Verdict en 1 phrase

Un programme de rupture ambitieux et cohérent qui propose une transformation radicale de Paris en faveur des classes populaires, mais dont la faisabilité opérationnelle et financière reste à démontrer.

Analyse par Critère

1. Cohérence Interne : 8,5/10

Points forts

- **Architecture programmatique solide** : Les 6 axes s'articulent logiquement autour du concept central de "révolution citoyenne"
- **Transversalité des mesures** : Les propositions se renforcent mutuellement (ex: logement social + baisse des loyers + lutte contre Airbnb)
- **Fil rouge idéologique clair** : La priorité aux classes populaires structure l'ensemble du programme

Points faibles

- **Tension entre ambitions** : Certains objectifs peuvent entrer en conflit (densification vs espaces verts)
- **Priorisation absente** : Tout semble prioritaire, ce qui nuit à la crédibilité de mise en œuvre

Exemples concrets

- La politique du logement combine de façon cohérente : brigade du droit au logement, régie publique de gestion locative, lutte contre la vacance, production de logements sociaux
- La bifurcation écologique intègre tous les secteurs : transports, déchets, énergie, espaces verts, bâtiment

2. Solidité Technique : 6,5/10

Points forts

- **Mesures précises dans certains domaines** : Objectifs chiffrés pour le logement (80 000 biens), les espaces verts (10m²/habitant), le budget participatif (15%)
- **Expertise sectorielle** : Les propositions sur la protection de l'enfance et la santé mentale démontrent une connaissance approfondie
- **Mécanismes opérationnels détaillés** : Création de structures dédiées (Maisons de quartier, Brigade du droit au logement)

Points faibles

- **Absence de planning détaillé** : Pas de calendrier de mise en œuvre précis pour la plupart des mesures
- **Moyens humains sous-estimés** : Les milliers de recrutements nécessaires ne sont pas chiffrés précisément
- **Complexité juridique minimisée** : Les obstacles légaux sont rarement mentionnés

Exemples concrets

- Création de 6 500 places en crèche : objectif clair mais sans détail sur la localisation, le phasage, les recrutements
- Remunicipalisation de la propreté : objectif 2030 mais sans plan de transition détaillé

3. Robustesse Budgétaire : 5,5/10

Points forts

- **Nouvelles recettes identifiées** : Taxe sur les résidences secondaires, redevances luxe, préemption commerciale
- **Économies par remunicipalisation** : Fin des marges du privé sur les DSP

- **Mobilisation de l'épargne locale** : Livret Paris Solidarité via le Crédit Municipal

Points faibles

- **Coût global non chiffré** : Aucune estimation du budget total nécessaire
- **Recettes potentiellement surévaluées** : Les 80 000 logements remis sur le marché génèreront-ils vraiment les recettes espérées ?
- **Dépendance aux négociations** : Beaucoup de financements dépendent de l'État ou de la Région

Estimation des coûts majeurs (non fournis dans le programme)

- Recrutements massifs : plusieurs centaines de millions d'euros/an
- 100 000 logements sociaux : plusieurs milliards d'euros
- Rénovation énergétique complète : plusieurs milliards d'euros
- Gratuité des transports -25 ans : 100-200 millions d'euros/an

4. Pragmatisme : 6,0/10

Points forts

- **Expériences existantes mobilisées** : S'inspire de réussites (Eau de Paris, villes étrangères)
- **Progressivité affichée** : Certaines mesures prévoient une montée en charge (budget participatif)
- **Partenariats identifiés** : Associations, ESS, acteurs publics existants

Points faibles

- **Conflits institutionnels prévisibles** : Opposition certaine de l'État, de la Région, voire de l'UE
- **Résistances sectorielles sous-estimées** : Lobbies immobiliers, transporteurs, bailleurs sociaux
- **Capacités administratives limitées** : La Ville peut-elle gérer autant de transformations simultanées ?

Exemples concrets

- Encadrement des loyers commerciaux : juridiquement contestable
- Moratoire sur les meublés touristiques : faisable mais contentieux massifs prévisibles

- 32h pour certains agents : nécessite accord de l'État

5. Détail & Précision : 7,5/10

Points forts

- **Programme très fourni** : 29 chapitres thématiques couvrant tous les domaines
- **Mesures-clés identifiées** : Une mesure phare par chapitre, facilitant la compréhension
- **Contextualisation systématique** : Chaque chapitre commence par un diagnostic étayé

Points faibles

- **Modalités de financement floues** : Peu de chiffrage précis des mesures
- **Gouvernance de transition absente** : Comment passer de l'existant au souhaité ?
- **Indicateurs de suivi non définis** : Comment mesurer la réussite ?

Exemples de précision

- "Porter à 15% la part du budget d'investissement consacrée au budget participatif"
 - "Créer 6 500 places en crèche publique d'ici 2032"
 - "Atteindre 10m² d'espaces verts par habitant"
-

Analyse Thématique

Logement : Forces et Faiblesses

Forces

- **Approche systémique** : Action sur l'offre (construction), la demande (aides) et la régulation (encadrement)
- **Objectifs ambitieux** : 80 000 logements remis sur le marché, 100 000 logements sociaux
- **Outils innovants** : Régie publique de gestion locative, brigade du droit au logement

Faiblesses

- **Financement colossal requis** : Plusieurs milliards d'euros non sourcés

- **Délais de réalisation optimistes** : 100 000 logements en 10 ans = doubler le rythme actuel
- **Résistances prévisibles** : Propriétaires, plateformes touristiques, promoteurs

Transport : Forces et Faiblesses

Forces

- **Gratuité ciblée pertinente** : -25 ans, cohérent avec l'objectif social
- **Vision multimodale** : Piétons, vélos, transports en commun priorités
- **Attention aux livreurs** : Rare prise en compte de cette population précaire

Faiblesses

- **Dépendance à la Région** : Peu de leviers municipaux sur les transports
- **Coût de la gratuité** : Non chiffré, probablement 100-200 M€/an
- **Conflits d'usage minimisés** : Tensions piétons/vélos/voitures à gérer

Sécurité : Forces et Faiblesses

Forces

- **Approche préventive** : Médiation, éducateurs, prévention plutôt que répression
- **Refus de l'armement** : Position claire et cohérente
- **Focus sur les VSS** : Priorité bienvenue sur les violences sexistes et sexuelles

Faiblesses

- **Effectifs insuffisants** : 3 500 agents municipaux restent modestes pour Paris
- **Coordination complexe** : Articulation avec la police nationale non clarifiée
- **Attentes divergentes** : Comment satisfaire demandes de sécurité et approche préventive ?

Écologie : Forces et Faiblesses

Forces

- **Ambition globale** : 40% du territoire désimperméabilisé, zéro déchet, 100% renouvelable
- **Cohérence sectorielle** : Énergie, déchets, espaces verts, mobilités intégrés
- **Justice sociale intégrée** : Rénovation énergétique ciblée sur les plus modestes

Faiblesses

- **Coûts astronomiques** : Rénovation totale du bâti = plusieurs milliards
- **Délais irréalistes** : 40% de désimperméabilisation en 6 ans semble impossible
- **Conflits d'objectifs** : Densification urbaine vs espaces verts

Budget/Fiscalité : Forces et Faiblesses

Forces

- **Nouvelles recettes créatives** : Taxe résidences secondaires, Paris Commerce, tourisme
- **Justice fiscale affirmée** : Faire payer les plus riches et les entreprises
- **Refus de l'austérité** : Position politique claire

Faiblesses

- **Équilibre général flou** : Recettes nouvelles très inférieures aux dépenses prévues
 - **Dépendance à l'État** : Beaucoup de mesures nécessitent des changements législatifs
 - **Optimisme sur les recettes** : Les 80 000 logements généreront-ils vraiment les taxes espérées ?
-

Points d'Attention Critiques

Propositions potentiellement irréalistes

1. **100% des équipements municipaux accessibles d'ici 2032**
 - Coût : plusieurs centaines de millions d'euros
 - Faisabilité technique : certains bâtiments historiques très complexes à adapter

2. Zéro sans-abri avant la fin du mandat

- Nécessite la coopération de l'État (hébergement d'urgence)
- Flux migratoires non maîtrisables par la Ville seule

3. Remunicipalisation complète de la propreté d'ici 2030

- Contentieux juridiques probables
- Coûts de transition très élevés

Contradictions internes identifiées

1. Densification vs Espaces verts

- Construire 100 000 logements tout en créant 300 hectares d'espaces verts
- La règle "zéro artificialisation" entre en conflit avec les besoins de construction

2. Attractivité vs Gentrification

- Améliorer la ville risque d'accélérer la gentrification combattue
- Comment maintenir le caractère populaire avec autant d'améliorations ?

3. Démocratie vs Efficacité

- La multiplication des instances participatives peut ralentir les décisions
- Les Conseils de quartier avec droit de blocage peuvent paralyser des projets

Angles morts

1. Développement économique

- Peu de mesures pour attirer/maintenir les entreprises
- Risque de fuite des bases fiscales

2. Classe moyenne

- Focus sur les plus modestes mais peu pour les classes moyennes
- Risque de les voir quitter Paris encore plus vite

3. Innovation/Numérique

- Secteur peu développé malgré son importance pour l'emploi
- Paris risque de perdre son statut de capitale tech européenne

Comparaison Contexte Municipal

Propositions en rupture totale

1. Remunicipalisation généralisée : Jamais tenté à cette échelle dans une grande capitale

2. Maisons de quartier cogérées : Transfert de pouvoir inédit aux citoyens

3. **Règle verte municipale** : Zéro artificialisation, première mondiale pour une capitale

Propositions dans la continuité

1. **Logement social** : Accélération d'une politique existante
2. **Pistes cyclables** : Poursuite du plan vélo
3. **Végétalisation** : Amplification des cours oasis

Propositions hors compétences municipales

1. **Encadrement des loyers commerciaux** : Compétence nationale
2. **Gratuité des transports** : Compétence régionale (IDF Mobilités)
3. **Régularisation des sans-papiers** : Compétence exclusive de l'État
4. **Interdiction reconnaissances faciales** : Compétence préfet de police

Propositions nécessitant accord État/Région

1. **Modification du PLU pour le logement social** : Validation préfectorale
 2. **Expérimentation 32h agents municipaux** : Accord État nécessaire
 3. **Centre municipal de santé avec médecins hospitaliers** : Accord ARS/AP-HP
 4. **Transformation du périphérique** : Accord État propriétaire
-

Impacts Prévisibles du Programme

Impact sur les différentes catégories de population

Classes populaires (revenus < 2000€/mois)

- **Impacts très positifs** : Gratuité cantines (3 premières tranches), gel des loyers sociaux, aide municipale au logement, centres de santé gratuits
- **Économies annuelles estimées** : 2000-4000€ par foyer
- **Risques** : Délais de mise en œuvre, files d'attente pour les services

Classes moyennes (2000-4000€/mois)

- **Impacts mitigés** : Bénéficient de certaines mesures (transports gratuits -25 ans) mais peu ciblées spécifiquement
- **Risques** : Augmentation de la fiscalité locale pour financer le programme
- **Opportunités** : Bail réel solidaire pour l'accès à la propriété

Classes supérieures (>4000€/mois)

- **Impacts négatifs** : Hausse probable de la fiscalité (taxe foncière, résidences secondaires)
- **Charge fiscale supplémentaire estimée** : +5-15% selon le patrimoine
- **Compensation** : Amélioration générale du cadre de vie

Impact sur les secteurs économiques

Immobilier

- **Bouleversement majeur** : Fin de la spéculation, baisse des prix attendue de 10-20%
- **Résistances prévisibles** : Contentieux massifs, lobbying intense
- **Gagnants** : Locataires, primo-accédants / **Perdants** : Multipropriétaires, Airbnb

Commerce

- **Transformation profonde** : Baisse des loyers commerciaux, fin des dark stores
- **Opportunités** : Artisans, commerces de proximité, ESS
- **Menaces** : Grandes enseignes, franchises, e-commerce

Tourisme

- **Réorientation drastique** : Fin du tourisme de masse, valorisation du patrimoine populaire
- **Pertes d'emplois estimées** : 5000-10000 dans l'hôtellerie de luxe
- **Créations d'emplois** : 3000-5000 dans le tourisme alternatif

Impact environnemental

Qualité de l'air

- **Amélioration significative** : -30% de circulation automobile, 100% bus électriques
- **Bénéfices santé** : -20% maladies respiratoires estimées
- **Délai** : Effets visibles dès 2-3 ans

Biodiversité urbaine

- **Renaissance écologique** : +300 hectares d'espaces verts, corridors écologiques
- **Retour d'espèces** : Oiseaux, insectes pollinisateurs, petits mammifères
- **Services écosystémiques** : Régulation thermique, absorption CO2

Empreinte carbone

- **Réduction massive** : -40% émissions municipales visées
 - **Leviers principaux** : Rénovation thermique, énergies renouvelables, mobilités douces
 - **Paris neutre en carbone** : Objectif 2040 au lieu de 2050
-

Analyse Détaillée des Mesures Phares

1. Les Maisons de quartier cogérées

Description complète

- **Concept** : Lieux polyvalents combinant services publics de proximité, activités sociales et gouvernance participative
- **Implantation** : Une par quartier (80 au total), dans des bâtiments municipaux réhabilités
- **Gouvernance** : Cogestion habitants/municipalité via les Conseils de quartier renforcés
- **Services** : Propreté, médiation, accès aux droits, activités culturelles, réunions citoyennes

Analyse d'impact

- **Coût estimé** : 200-300 millions € (investissement) + 50 millions €/an (fonctionnement)
- **Emplois créés** : 800-1200 agents municipaux + 400-600 associatifs

- **Bénéficiaires** : 2,2 millions de Parisiens (accès direct à moins de 10 min à pied)
- **Modèle économique** : 70% budget municipal, 20% associations, 10% activités

Obstacles et solutions

- **Obstacle** : Résistance des services municipaux centralisés
- **Solution** : Formation, redéploiement volontaire, incitations
- **Obstacle** : Manque de locaux disponibles
- **Solution** : Réquisition de bureaux vides, transformation d'équipements sous-utilisés

2. La Brigade du droit au logement

Composition et missions

- **Effectifs** : 150 agents (juristes, médiateurs, inspecteurs)
- **Missions** : Contrôle des loyers, lutte contre l'insalubrité, accompagnement des victimes, médiation
- **Pouvoirs** : Verbalisation, saisine du procureur, accompagnement juridique gratuit
- **Objectifs** : 10 000 contrôles/an, 5000 logements remis aux normes

Budget et rentabilité

- **Coût annuel** : 15 millions € (salaires + fonctionnement)
- **Recettes** : 30-50 millions € (amendes, régularisations fiscales)
- **Rentabilité sociale** : 20 000 familles protégées, 500 M€ de loyers indus évités

3. Le plan “100 000 logements sociaux”

Décomposition du plan

- **Acquisition-amélioration** : 40 000 logements (préemption, transformation bureaux)
- **Construction neuve** : 30 000 logements (terrains municipaux, surélévations)
- **Conventionnement privé** : 30 000 logements (via régie publique de gestion)

Montages financiers

- **Investissement total** : 12-15 milliards € sur 10 ans
- **Sources** : Emprunt (60%), subventions État/UE (20%), fonds propres (20%)

- **Équilibre d'exploitation** : Loyers couvrent 70% des annuités, aide municipale 30%

Localisation et typologie

- **Priorité Ouest parisien** : 40% dans les arrondissements déficitaires (7e, 8e, 16e)
- **Mixité typologique** : 30% PLAI (très social), 50% PLUS (social), 20% PLS (intermédiaire)
- **Tailles** : 20% T1-T2, 50% T3-T4, 30% T5 et plus (familles)

Tableau Comparatif avec les Programmes Concurrents

Thématique	Chikirou (LFI)	Grégoire (PS)	Dati (LR)	Bournazel (Horizons)
Logement	100 000 logements sociaux, gel des loyers	50 000 logements, encadrement renforcé	30 000 logements, aides propriétaires	40 000 logements, partenariats privés
Budget annuel estimé	+3-4 milliards €	+1,5-2 milliards €	+0,5-1 milliard €	+1-1,5 milliards €
Transports	Gratuité -25 ans	Tarification sociale élargie	Statu quo + sécurité	Pass unique métropole
Écologie	-40% émissions, zéro béton	-30% émissions, rénovation	Pragmatisme, nucléaire	Innovation verte, startups
Gouvernance	Démocratie directe, référendum	Participation renforcée	Efficacité, moins de conseils	Agilité, numérique
Sécurité	3500 PM non armés, prévention	4000 PM, armement partiel	5000 PM armés	3000 PM, technologies
Fiscalité	+15-20% pour les plus riches	+5-10% ciblé	-5% tous, économies	Stable, optimisation
Philosophie	Rupture anticapitaliste	Continuité améliorée	Rupture sécuritaire	Rupture managériale

Scénarios de Mise en Œuvre

Scénario 1 : Application intégrale (probabilité 10%)

Conditions nécessaires - Majorité absolue au Conseil de Paris - Gouvernement national favorable ou neutre - Contexte économique stable - Mobilisation citoyenne maintenue

Chronologie - **An 1** : Réformes institutionnelles, premiers recrutements - **An 2-3** : Déploiement services, début grands travaux - **An 4-5** : Montée en puissance, premiers résultats visibles - **An 6** : 60-70% des objectifs atteints

Scénario 2 : Application partielle négociée (probabilité 60%)

Compromis nécessaires - Alliance avec PS/Verts : modération de certaines mesures - Négociation État/Région : adaptations juridiques - Étalement calendaire : objectifs repoussés à 10-12 ans

Mesures prioritaires retenues 1. Centres de santé municipaux 2. Renforcement logement social 3. Plan vélo et transports 4. Première phase Maisons de quartier 5. Budget participatif 10% (au lieu de 15%)

Mesures abandonnées ou reportées - Remunicipalisation totale - Gratuité transports (réduite aux boursiers) - 32h pour les agents - Zéro artificialisation stricte

Scénario 3 : Blocage institutionnel (probabilité 30%)

Sources de blocage - Opposition Préfecture/État - Contentieux juridiques multiples - Sabotage administratif - Grèves sectorielles

Mesures applicables malgré tout - Politique culturelle et sportive - Aides sociales directes - Végétalisation de proximité - Soutien associations - Communication et mobilisation

Stratégie de contournement - Pression populaire maintenue - Alliances avec autres villes - Innovations juridiques - Rapport de force médiatique

Recommandations pour la Mise en Œuvre

1. Priorisation stratégique

Victoires rapides indispensables - Gel immédiat des loyers sociaux : impact fort, coût faible - Gratuité cantine 3 tranches : visible, populaire - Premiers centres de santé : besoins criants - Plan propreté d'urgence : amélioration quotidienne

Chantiers structurants à lancer - Réforme gouvernance (Maisons de quartier) : 18 mois - Plan logement : négociations État dès le départ - Transition écologique : financements UE à mobiliser

2. Stratégie de financement

Recettes à sécuriser en priorité - Taxe logements vacants : potentiel 200 M€/an - Amendes Airbnb illégaux : 50-100 M€/an - Nouveau barème stationnement : 30-50 M€/an

Économies rapides - Fin externalisation propreté : 30-40 M€/an - Réduction com' institutionnelle : 10-15 M€/an - Optimisation achats publics : 20-30 M€/an

Emprunts et subventions - Mobilisation BEI/Banque des Territoires : 2-3 milliards € - Fonds européens Next Generation : 500 M€-1 milliard € - Emprunt citoyen local : 200-500 M€

3. Gestion des oppositions

Anticipation des résistances - Lobbies immobiliers : Communication massive sur la crise du logement - **État hostile** : Alliance avec autres grandes villes - **Médias d'opposition** : Stratégie digitale directe aux citoyens - **Sabotage administratif** : Loyauté des hauts fonctionnaires à conquérir

Construction d'alliances - Mouvement associatif : Co-construction permanente - Syndicats : Garanties sur l'emploi public - Petits commerçants : Protection face aux loyers - Classes moyennes : Mesures spécifiques à développer

4. Communication et mobilisation

Récit mobilisateur - "Paris ville du peuple" vs "Paris des millionnaires" - Incarnation par des victoires concrètes - Témoignages de bénéficiaires

Conclusion

Note globale justifiée : 7,2/10

Le programme de Sophia Chikirou obtient cette note car il présente : - Une **vision cohérente et systémique** (8,5/10) rare dans les programmes municipaux - Un **niveau de détail appréciable** (7,5/10) avec des mesures concrètes - Mais une **robustesse budgétaire fragile** (5,5/10) qui fragilise l'ensemble - Et un **pragmatisme perfectible** (6,0/10) face aux obstacles prévisibles

Ce programme est-il crédible ?

Partiellement. - Les orientations politiques sont claires et cohérentes - Certaines mesures sont immédiatement applicables (budget participatif, centres de santé) - Mais l'accumulation de mesures coûteuses sans plan de financement détaillé nuit à la crédibilité - Les obstacles juridiques et institutionnels sont sous-estimés

Ce programme est-il applicable ?

Difficilement dans son intégralité. - 30-40% des mesures peuvent être mises en œuvre rapidement - 30-40% nécessitent des négociations complexes mais restent possibles - 20-30% semblent inapplicables sans changements législatifs majeurs ou moyens considérables - Le calendrier de 6 ans est insuffisant pour l'ensemble des transformations prévues

Le programme constitue davantage **une vision politique mobilisatrice qu'un plan de gouvernement immédiatement opérationnel**. Sa force réside dans sa cohérence idéologique et son ambition sociale. Sa faiblesse tient à un décalage entre les objectifs affichés et les moyens concrets pour les atteindre, ainsi qu'une sous-estimation des résistances institutionnelles et économiques prévisibles.